

## Aide mémoire

p.1/4

### RÉUNION DU GROUPE D'EXPERTS :

#### **EMPLOIS EN AFRIQUE OU EMPLOIS POUR LES AFRICAINS ? Intégrer la migration des compétences dans les stratégies nationales pour l'emploi des jeunes**

Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) ▪ Addis-Abeba  
Salle de conférence 3  
31 octobre – 1er novembre 2023

## I. CONTEXTE

La croissance et la prospérité futures de l'Afrique dépendent de la capacité des jeunes Africains à accéder à des emplois décents convenables. D'ici 2050, le continent comptera 184 millions de jeunes supplémentaires (15-24 ans), de sorte qu'en 2050, un jeune sur trois sera africain. Au cours de la même période, la population africaine en âge de travailler (20-64 ans) représentera plus du double de celle de 2022 et constituera environ 25 pour cent de la population mondiale en âge de travailler.

La croissance de la population jeune et en âge de travailler offre à l'Afrique la perspective de récolter les bénéfices d'un dividende démographique, d'améliorer la vie des gens et de réduire la pauvreté. Il s'agit également du plus grand défi auquel sont confrontés les décideurs politiques, car l'absence d'emplois adaptés aux jeunes peut entraîner une vulnérabilité, des tensions sociales et des économiques.

La population en âge de travailler en Afrique croît plus rapidement que les emplois créés et, au rythme actuel, il y aura probablement 150 millions de nouveaux emplois entre 2022 et 2050, soit moins d'un quart du nombre de personnes qui les recherchent. Malheureusement, les jeunes Africains n'arrivent pas sur les marchés du travail nationaux avec des compétences adaptées à l'industrie.

En raison de l'inadéquation des compétences et du faible nombre d'emplois disponibles, le « dividende démographique » est inexploité, car les jeunes se contentent souvent d'un travail peu épanouissant, peu rémunéré et improductif, sans protection sociale, ou abandonnent leur emploi. Six des neuf millions d'emplois créés en Afrique autre que l'Afrique du Nord depuis 2000 étaient des emplois indépendants et en grande partie informels.

Dans le même temps, l'Europe vieillit rapidement et est confrontée à de graves pénuries de main-d'œuvre avec la population vivant plus longtemps et ayant moins d'enfants. La proportion de la population en âge de travailler diminue en Europe : il y aura près de 100 millions de personnes âgées de 20 à 64 ans de moins en 2050 qu'en 2022.

Ainsi, alors que l'Europe est confrontée à une pénurie de main-d'œuvre, l'Afrique doit garantir des emplois à sa population jeune et en âge de travailler. L'inadéquation mondiale entre l'emploi et la main-d'œuvre – demande de travailleurs en Europe et en Amérique du Nord et



demande d'emplois de qualité en Afrique – a d'énormes implications pour la politique de développement.

La plupart des Africains continuent de migrer en Afrique, même si les flux migratoires vers l'Europe et l'Amérique du Nord augmentent et que la mobilité de la main-d'œuvre qualifiée en provenance d'Afrique est devenue une question importante dans les débats récents sur la migration. Les travailleurs diplômés de l'enseignement supérieur représentent plus de 40 pour cent du total des migrants en provenance du continent.

Dans un monde globalisé où la circulation des capitaux, des biens et des services est facilitée, la mobilité des travailleurs qualifiés à travers les frontières internationales est une conséquence naturelle de l'intégration mondiale et d'une migration ordonnée peut apporter de nombreux avantages, notamment les transferts de fonds, les investissements et les échanges commerciaux avec les pays de destination.

Pourtant, la perte de compétences est inquiétante pour les pays d'Afrique qui souffrent déjà d'un faible capital humain. Dans la mesure où l'enseignement supérieur et l'enseignement professionnel sont financés par des budgets publics d'éducation très limités, les pays africains pauvres subventionnent implicitement les pays riches par la migration de main-d'œuvre hautement qualifiée.

En l'absence d'entrées régulières, de nombreux jeunes Africains migrent illégalement, sont à la merci des rabatteurs et mettent leur vie en danger. Une migration correctement gérée présente une immense opportunité pour atténuer le défi de la pénurie d'emplois pour les travailleurs qualifiés en Afrique, avec des avantages en matière de développement pour toutes les parties. Cependant, dans la plupart des pays, les problématiques et politiques liées à l'emploi des jeunes et à la migration sont traitées indépendamment les unes des autres au sein de différents ministères, tels que les ministères de la Jeunesse, du Travail ou de l'Emploi, et de l'Intérieur, des Affaires intérieures ou extérieures, et avec peu de connections entre eux. Le manque de coordination entre les ministères entraîne des inefficacités et un manque d'attention aux questions importantes qui se chevauchent.

Cela doit changer, les décideurs politiques sont encouragés à élaborer des politiques visant à accroître les emplois domestique pour les jeunes (ou les emplois en Afrique) tout en identifiant également les opportunités et les partenaires dans région et en dehors du continent pour absorber leur main-d'œuvre jeune et croissante (par exemple). Des emplois pour les Africains).

La migration des compétences doit devenir un élément clé des politiques nationales de l'emploi pour accroître l'emploi des jeunes et équilibrer l'offre et la demande de main-d'œuvre au-delà des frontières nationales. Cette approche présente de nombreux avantages pour la production économique mondiale, les jeunes migrants Africains et les pays d'origine et d'accueil si les gens quittent des régions à faible productivité et à forte disponibilité de main d'œuvre vers des régions à haute productivité et à faible disponibilité de main d'œuvre pour trouver un emploi.



La tâche consistant à connecter les jeunes Africains à des emplois appropriés est aussi immense qu'urgente, et à elle seule, la migration de jeunes Africains qualifiés par des voies régulières vers l'Europe et l'Amérique du Nord ne peut pas résoudre le problème de l'emploi du continent. Ce n'est pas non plus une solution permanente aux pénuries de main-d'œuvre en Europe. Il est donc important de réguler le mouvement des compétences au sein de l'Afrique et de l'Afrique vers l'Europe et ailleurs, négocié dans le cadre d'un partenariat bilatéral équitable, ouvert et transparent, résoudra certains des problèmes immédiats de l'emploi des jeunes dans les pays d'origine et de la pénurie de main-d'œuvre dans les pays de destination. Le défi le plus important de trouver des emplois pour les jeunes à l'intérieur des frontières nationales demeure et nécessite des approches urgentes et innovantes. Nous espérons que l'analyse et les recommandations contenues dans ce rapport contribueront à ce processus.

## II. OBJECTIFS

L'objectif de la réunion est de réunir des experts du gouvernement, du monde universitaire, des groupes de réflexion et du système des Nations Unies pour examiner les principales conclusions du projet de rapport (Des emplois en Afrique ou des emplois pour les Africains ?) et discuter de questions liées aux problèmes de la démographie, l'éducation et la migration des compétences de manière intégrée afin d'accélérer les actions aux niveaux national et régional visant à accroître les opportunités d'emploi pour les jeunes Africains.

En particulier, la réunion va :

- a. Discuter les tendances démographiques, de l'éducation, des compétences et de la migration, et revoir les défis et les opportunités pour l'Afrique.
- b. Comprendre les implications de ces tendances pour améliorer l'emploi des jeunes.
- c. Partager les perspectives nationales sur les bonnes pratiques et les initiatives visant à promouvoir l'emploi des jeunes.
- d. Examiner les enseignements tirés de la conception et de la mise en œuvre de stratégies d'emploi des jeunes qui peuvent être exploitées pour stimuler de nouveaux progrès et récolter le dividende démographique.
- e. Explorer les partenariats de compétences régionaux et mondiaux actuels et potentiels qui peuvent contribuer à une migration sûre, ordonnée et régulière et améliorer les perspectives d'emploi de la jeunesse africaine sans épuisement du capital humain dans les pays d'origine.
- f. Examiner les principales conclusions du projet de rapport et formuler des suggestions pour sa finalisation.

La réunion permettra un échange approfondi d'idées et de bonnes pratiques sur le continent qui mènera à l'analyse des questions interdépendantes de manière intégrée et favorisera l'identification de politiques concrètes pour améliorer l'emploi des jeunes et récolter le dividende démographique en Afrique.



### III. RÉSULTATS ATTENDUS

Les discussions lors de la réunion va contribuer à valider le projet de rapport « Des emplois en Afrique ou des emplois pour les Africains ? en évaluant les lacunes, les défis, les opportunités et les progrès réalisés dans la promotion de l'emploi des jeunes en Afrique.

Plus précisément, la réunion produira les résultats suivants :

- i. Discussions des différents aspects du projet de rapport pour recevoir des contributions d'experts et des recommandations politiques concrètes.
- ii. Un dialogue amélioré et mieux informé entre les décideurs politiques, les experts internationaux, les représentants des agences des Nations Unies et les chercheurs sur les bonnes pratiques en matière d'intégration de l'emploi des jeunes, de la migration des compétences et des partenariats de compétences pour la migration régulière ; et
- iii. Un rapport de la réunion du groupe d'experts, résumant les messages politiques clés et les recommandations pour aider à réviser le projet de rapport.

### IV. QUESTIONS ORGANISATIONNELLES ET ADMINISTRATIVES

La réunion est organisée par la Section de Politique Sociale de la Division Genre, Pauvreté et Politique Sociale (GPSPD) et se tiendra au Centre de conférence des Nations Unies à Addis-Abeba, en Éthiopie, du 31 octobre au 1er novembre 2023.

Le projet d'ordre du jour de la réunion est ci-joint. Toutes les séances se dérouleront en plénière et les experts invités devraient participer activement aux discussions et contribuer à la finalisation du rapport. La Section de la politique sociale préparera un rapport final résumant les principaux messages politiques et recommandations émergeant des discussions.

Les participants sont encouragés à contacter Mme Wafa Aidi ([aidiw@un.org](mailto:aidiw@un.org)), chargée des affaires économiques, et Mme Sofanit Abebe ([abebes.uneca@un.org](mailto:abebes.uneca@un.org)), assistante administrative pour plus de détails.

### V. DOCUMENTATION ET LANGUE

La documentation de la réunion comprend le projet de rapport qui sera partagé ultérieurement.

La langue de travail de la réunion sera l'anglais avec possibilité d'interprétation simultanée en français. La documentation pour la réunion sera fournie dans les deux langues.